

à l'étranger. En conséquence, bien qu'il reconnaisse que les gouvernements nationaux ont un rôle important à jouer pour influencer sur l'orientation des investissements dans leurs pays respectifs, le Canada estime qu'il convient de poursuivre la libéralisation des courants d'investissements internationaux.

L'*Uruguay Round* s'attache surtout à élaborer des règles équitables et prévisibles sur les mesures concernant les investissements qui faussent les échanges, telle l'imposition de résultats à l'exportation ou de prescriptions de teneur en produits locaux comme condition d'acceptation des investissements.

Renforcer le système du GATT

Au fil des ans, la prolifération des exceptions et des dérogations aux règles du GATT, combinée aux fortes pressions protectionnistes qui se sont maintenues au sein des principaux pays du GATT, a sérieusement compromis la crédibilité de cet organisme. Le Canada est conscient de l'utilité vitale du GATT pour la communauté commerciale internationale, car c'est le principal instrument disponible pour protéger les acquis et promouvoir la libéralisation des échanges. Il reconnaît également l'importance du GATT pour la gestion de ses relations commerciales avec la plupart des autres pays.

Par conséquent, le Canada met beaucoup l'accent sur l'amélioration et le renforcement des mécanismes du GATT qui visent à éviter et à régler les différends. Ces mécanismes ont eut des répercussions directes sur nous, notamment dans les affaires mettant en cause récemment les contingents de la Communauté européenne sur le papier journal et les pratiques canadiennes concernant la distribution et la vente des